



Ketakandriana Rafitson, directrice exécutive de Transparency International Initiative Madagascar depuis août 2018. Oeil de lynx, peut-être, mais prise de position envers Andry Rajoelina qui manque totalement de transparence dans ses affirmations car sans preuve aucune

Décidément, il y a quelque chose qui cloche au sein même de créatures malgaches bardées de diplômes qui, au final, vont être frappées par un coup de boomerang qui les laissera groggy pour longtemps. Je parle, ici, de la dame nommée Ketakandriana Rafitson, Directrice exécutive de Transparency International Initiative Madagascar (TI-IM). Ce, depuis août 2018, soit quatre mois. Et presque immédiatement, elle a donné un aperçu de sa perception de la... transparence dans les investigations. Le 1er novembre 2018, en cette qualité au sein de TI-IM, elle a pu s'exprimer sur TV5 Monde (mais aussi sur Rfi), à propos de la prochaine élection présidentielle malgache. Voici des extraits de sa prise de position (personnelle ou au nom de Transparency International ?) sur TV5 Monde :



« [Ce sont] les quatre présidents, en fait, anciens présidents, en fait, qu'il faut signaler, parce que ce n'est pas seulement maintenant la campagne aussi, c'est leur train de vie en général (...). **On sait, par exemple, vous savez que heu, Andry Rajoelina il est impliqué dans des affaires de biens mal acquis, qu'il va être entendu par les tribunaux français à propos de, des affaires qui concernent Mamy Ravatomanga qui est son plus proche soutien. Ça, la population ne le sait pas forcément et c'est pourtant une information qu'il faut exposer à une semaine des présidentielles pour que les gens se fassent une idée. Les autres compétiteurs ne sont pas tous clean non plus parce qu'on sait qu'ils traînent des casseroles, ils ont des passifs politiques déjà, pour ceux qui ont déjà dirigé le pays. Pour les autres, 'y des affaires de corruption, etc. Donc ... il faut faire un choix éclairé et c'est le message qu'on lance, en fait, à la population** ».

A partir de ces explications, je me suis fait l'idée que Ketakandriana Rafitoson a voulu paraître plus que transparente.

Vous ne connaissez pas vraiment Transparency International ? Pourtant, çà c'est vraiment une information qu'il faut exposer à un jour des présidentielles pour que les gens se fassent une idée. Et, avec la rapidité à laquelle les événements se précipitent, ici comme ailleurs, j'allais oublier que je suis (aussi) journaliste d'investigation.

Transparency International – Initiative Madagascar (TI-IM) est une association malgache créée en 2000 qui œuvre à la promotion des principes d'intégrité, de redevabilité et de transparence auprès de l'ensemble des acteurs de la société. TI-IM est le représentant à Madagascar de la coalition Transparency International (TI), la plus importante organisation issue de la société civile luttant contre la corruption. Vous suivez, jusque-là. Bien. Plus encore, selon Elena Panfilova, vice-présidente de TI :

«

Transparency International est une organisation non gouvernementale internationale d'origine allemande ayant pour principale vocation la lutte contre la corruption des gouvernements et institutions gouvernementales mondiaux.

Nos valeurs fondamentales sont

la transparence

, la redevabilité, l'intégrité, la solidarité, le courage, la justice et la démocratie»

.

Normalement donc, si l'on suit bien ces valeurs, la moindre des choses, avant de prendre position dans une situation donnée est, impérativement, de prendre des précautions pour vérifier l'exactitude des informations. N'est-ce pas ? Par ailleurs, ayant lu le catalogue intitulé : « **Ensemble contre la corruption** : stratégie 2020 de Transparency International » , j'ai également eu connaissance d'informations « *qu'il faut exposer à un jour des présidentielles pour que les gens se fassent une idée* » , dicit Ketakandriana Rafitoson. Et je suis tombé sur les principes directeurs de Transparency International que je reproduis ci-après:



Les principes directeurs de Transparency International:

1. Initiateurs d'actions concertées, nous travaillons en coopération avec les personnes et les entreprises, les organisations à but lucratif et non lucratif, les gouvernements et les organisations internationales, engagés dans le combat contre la corruption. Nous le ferons selon les politiques et priorités décidées par nos instances dirigeantes.
2. Nous serons ouverts, honnêtes et responsables dans nos rapports avec tous ceux avec qui nous travaillons et entre nous.
3. Nous agirons en citoyens démocrates, sans esprit partisan ni sectarisme.
4. Nous condamnons les pots-de-vin et la corruption avec vigueur toutes les fois qu'ils auront été clairement établis.
5. Nos prises de position seront fondées sur une analyse objective et professionnelle et sur des critères rigoureux.
6. Nous acceptons uniquement des financements qui ne compromettent pas notre aptitude à examiner les problèmes librement, en profondeur et objectivement.
7. Nous présenterons à nos parties prenantes des rapports précis et ponctuels sur nos activités.
8. Nous respectons les droits et libertés fondamentaux et nous en encourageons le respect.
9. Nous nous engageons, à l'échelle internationale, à renforcer nos capacités, à collaborer et à œuvrer avec le concours des secteurs.
10. Nous nous efforçons d'atteindre l'équilibre et la diversité de la représentation dans nos instances dirigeantes.
11. En tant que mouvement mondial, nous sommes solidaires les uns envers les autres et veillerons à ce que nos initiatives ne portent pas préjudice aux autres secteurs ou à Transparency International.

Adoptés par l'Assemblée annuelle des membres (AAM) de Transparency International à Prague le 6 octobre 2001. Mis à jour par l'AAM à Bali le 28 octobre 2007 et par l'AAM à Berlin le 10 octobre 2011.

